



Éditorial

UNIDAD DE ANÁLISIS POLÍTICO Y SEGURIDAD CORPORATIVA

ANALYSE DU SITUATION

GLOBAL

Les guerres en Ukraine et en Iran mettent le système alimentaire mondial sous pression, plus encore que le pétrole

RÉGIONAL

La crise énergétique en Équateur et l'absence d'intégration régionale en Amérique latine pour faire face à cette impasse

LOCAL

La hausse des taux d'intérêt et ses effets sur le paysage électoral et la croissance en 2026



La faim comme arme géopolitique

Les guerres en Ukraine et en Iran mettent le système alimentaire mondial en échec—plus encore que le pétrole.

Source: Ipesfood, 2022

Les conflits en Ukraine et en Iran mettent le système alimentaire mondial sous une pression considérable, dans une certaine mesure encore plus forte que celle exercée sur le pétrole. Les conflits actuels en Ukraine et dans le golfe Persique concernent en effet des nœuds critiques du système alimentaire mondial

Avant le début de l'invasion en 2022, l'Ukraine et la Russie représentaient plus de 54 % du commerce mondial de blé, d'orge et d'avoine, en plus d'être des fournisseurs clés de maïs, d'huile de tournesol et d'engrais. Des pays comme l'Égypte, le Liban et le Pakistan dépendaient de l'Ukraine pour plus de 80 % de leurs importations de blé, ce qui signifie que la guerre a eu un impact direct sur la disponibilité réelle des aliments, et pas uniquement sur les prix.

Contrairement au pétrole, les céréales de base ne disposent pas de substituts immédiats, ce qui en fait des intrants critiques pour la sécurité alimentaire — en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire — y compris dans ceux qui ne dépendent pas directement de la Russie ou de l'Ukraine dans leurs chaînes d'approvisionnement.

La guerre ne s'est pas limitée à perturber les exportations ; elle a aussi réduit structurellement la capacité productive de l'Ukraine. En 2025, les exportations ukrainiennes de céréales restaient inférieures de 35 % à leur niveau de 2020, en raison des terres agricoles minées, de la destruction des infrastructures agricoles, des pénuries de main-d'œuvre et des attaques systématiques contre les ports et les silos ([IDIAT, 2025](#)).

“Le système alimentaire mondial n'est plus résilient. Il est vulnérable.”

À cela s'est ajoutée la disparition définitive de l'Initiative céréalière de la mer Noire — malgré des tentatives de réactivation — qui avait permis l'acheminement de près de 33 millions de tonnes de denrées vers les marchés mondiaux, contribuant ainsi à stabiliser les prix et à prévenir des famines (La República, 2025). Ces dommages ne sont pas réversibles à court terme, et leurs effets commencent aujourd'hui à se faire clairement sentir, puisqu'ils impliquent des cycles agricoles perdus, une dégradation des sols et une perte de confiance logistique, avec des conséquences appelées à affecter tant les récoltes actuelles que futures.

Parallèlement, les engrais sont apparus comme un multiplicateur silencieux du choc alimentaire mondial. La Russie est l'un des plus grands exportateurs mondiaux d'azote, de phosphates et de potasse, des intrants qui soutiennent jusqu'à 50 % de la production alimentaire moderne ([Prensa Latina, 2025](#)).

Les sanctions, les restrictions logistiques et la détérioration des routes de la mer Noire ont augmenté les coûts et réduit la disponibilité mondiale des engrais. Contrairement à l'énergie, ces intrants ne sont pas substituables : les agriculteurs ont tendance à réduire les taux d'application ou les superficies cultivées, ce qui se traduit, avec un certain décalage, par une baisse des rendements futurs. Cette dynamique rend l'impact potentiellement plus profond et plus durable qu'une crise pétrolière, dont les ajustements tendent généralement à se produire plus rapidement.

Ce scénario s'est encore aggravé il y a un peu plus de 40 jours avec le déclenchement de la guerre entre l'Iran, les États-Unis et Israël, qui a ouvert un nouveau front de perturbation au sein des goulets d'étranglement alimentaires mondiaux. Le conflit a de facto fermé le détroit d'Ormuz, passage non seulement pour le pétrole, mais aussi pour près de 33 % du commerce mondial d'engrais azotés, en plus d'une part importante du commerce de céréales et d'aliments réfrigérés à destination de l'Afrique et de l'Asie.

Simultanément, la crise en mer Rouge et dans le canal de Suez a créé un scénario inédit de double blocus maritime.

Contrairement au pétrole, les denrées périssables, les engrais et les intrants agricoles ne disposent ni de grandes réserves stratégiques ni d'une forte flexibilité logistique, ce qui limite sévèrement leur réacheminement ([Jarsking, 2026](#); [The New York Times, 2026](#)).

La FAO a montré que ces conflits exercent déjà une pression haussière sur l'Indice des prix alimentaires, alors même que les stocks semblent encore relativement confortables. Selon l'organisation, le point critique est une question de temps : si le conflit devait se prolonger au-delà de 40 jours, les agriculteurs seraient confrontés à des décisions structurelles — semer moins, utiliser moins d'engrais ou changer de cultures — qui compromettraient l'offre mondiale future ([FAO, 2026](#)). Bien que les États-Unis et l'Iran aient récemment annoncé un cessez-le-feu de deux semaines, le système alimentaire demeure bien plus vulnérable que le système énergétique, et cette trêve n'a pas encore garanti la réouverture complète du détroit d'Ormuz. Des institutions comme la FAO et l'IFPRI avertissent que les chocs alimentaires génèrent de l'instabilité politique, des migrations forcées et des conflits secondaires — des effets que les chocs pétroliers, à eux seuls, produisent rarement ([Iran International, 2026](#)).





"Lorsque l'alimentation devient une variable géopolitique, la stabilité mondiale ne dépend plus du pouvoir— elle dépend de la survie."

Fuente: Programa mundial de alimentos, 2022

Enfin, un risque systémique se profile : la faim comme déclencheur de crises internationales en cascade. Le Programme alimentaire mondial et les Nations Unies ont averti que des conflits prolongés en Ukraine et au Moyen-Orient pourraient conduire à des niveaux records d'insécurité alimentaire, en particulier en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud. L'histoire montre que la hausse des prix des aliments de base — comme le pain — a des effets politiques immédiats, comme ce fut le cas lors du Printemps arabe et dans les manifestations au Sri Lanka, en Haïti et au Soudan ([The Jerusalem Post, 2026](#)). En somme, les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient ne se contentent pas de mettre les marchés sous pression ; elles démantèlent activement les piliers physiques, logistiques et productifs du système alimentaire mondial, allant même jusqu'à provoquer des crises migratoires alimentées par la famine et la pénurie. Parce que ces impacts sont cumulatifs, se manifestent avec un décalage et affectent directement la stabilité sociale et politique, le risque alimentaire géopolitique est aujourd'hui potentiellement plus perturbateur que le risque énergétique et devrait occuper une place centrale dans tout effort sérieux de désescalade et de paix.

La crise énergétique en Équateur et l'absence d'intégration régionale en Amérique latine pour faire face à cette impasse

La guerre tarifaire entre l'Équateur et la Colombie n'est pas simplement un différend commercial bilatéral ; elle constitue l'expression économique d'une crise plus large de coopération en matière de sécurité frontalière.

Ce qui a commencé comme un désaccord politique s'est répercuté sur le commerce, générant des impacts qui dépassent les deux gouvernements : cela a modifié les dynamiques frontalières, perturbé les chaînes logistiques, accru les coûts de production dans plusieurs secteurs et mis en danger l'emploi de milliers de personnes qui dépendent des échanges transfrontaliers. En ce sens, le problème ne réside pas seulement dans les droits de douane eux-mêmes, mais dans l'incapacité à contenir une escalade dont les coûts régionaux seront difficiles à inverser à court terme ([Ecuavisa, 2026](#)).

La dimension régionale du problème apparaît clairement dans la rapidité et la profondeur de l'escalade. En l'espace de quelques semaines seulement, les droits de douane sont passés de 30 % à 50 %, créant un cycle de représailles qui a érodé la confiance entre les deux gouvernements et transféré l'incertitude aux entrepreneurs, aux transporteurs et aux travailleurs des deux côtés de la frontière ([Ecuavisa, 2026](#)).

Cette situation est particulièrement délicate parce que la frontière entre l'Équateur et la Colombie n'est pas simplement une ligne politique de contrôle, mais un espace d'articulation économique et sociale où convergent le commerce formel, les services de coordination, l'emploi direct et indirect, ainsi que l'approvisionnement en biens essentiels.

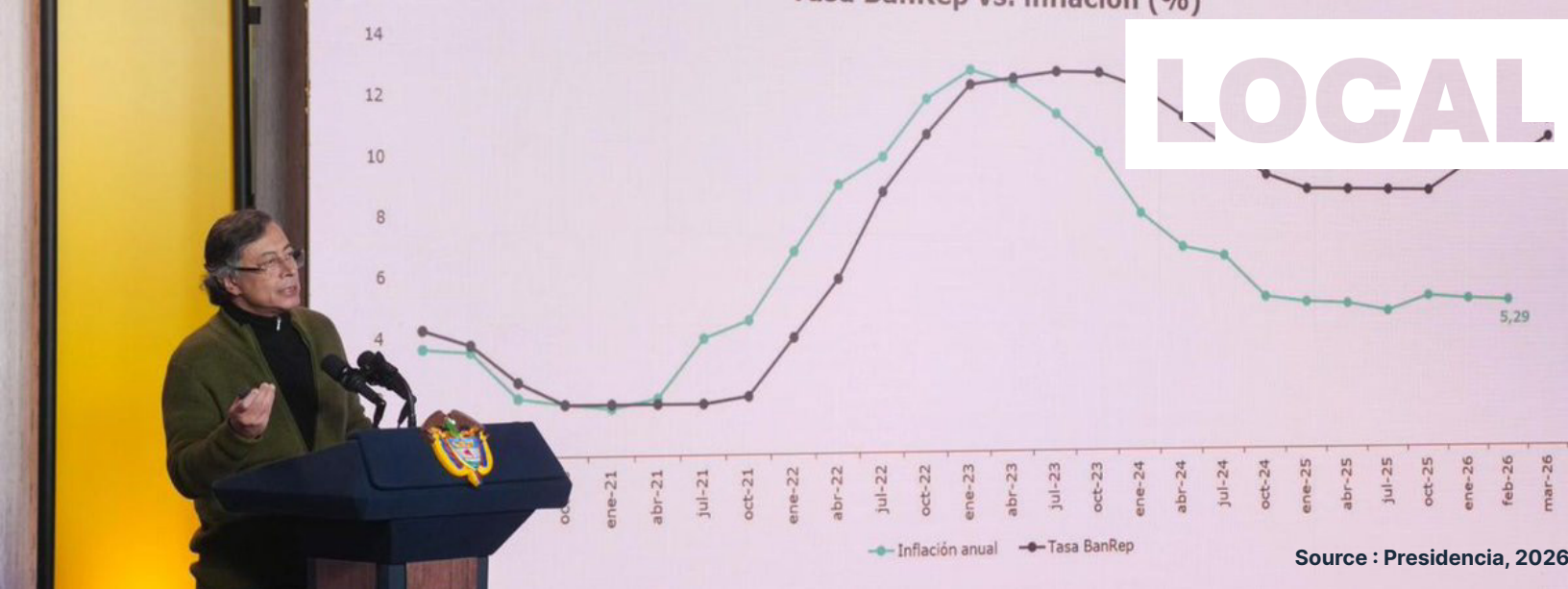
Les chiffres rapportés montrent que l'impact a déjà dépassé la sphère diplomatique. Les pertes accumulées entre février et mars dépassent 340 millions de dollars américains, tandis que les exportations colombiennes vers l'Équateur ont chuté de 69,3 % et que les importations équatoriennes en provenance de Colombie ont diminué de plus de 66 %, certains indicateurs montrant une baisse des volumes commerciaux supérieure à 70 % (El Colombiano, 2026). Cela révèle qu'il ne s'agit pas d'un simple ajustement temporaire des flux commerciaux, mais bien d'une contraction sévère qui fragilise la structure productive régionale et menace la durabilité de secteurs fortement dépendants du marché binational.

En outre, la crise a un impact territorial clair. La zone Ipiales-Tulcán, tout comme des provinces et départements tels que Carchi et Putumayo, apparaissent comme les espaces les plus vulnérables, puisque le commerce transfrontalier y constitue une source centrale de revenus, d'emplois et de circulation de biens (El Comercio, 2026). Lorsque ce flux est restreint, ce ne sont pas seulement les exportations et les importations qui diminuent, mais aussi le transport de marchandises qui se paralyse, les revenus des ménages qui se détériorent, les coûts de production qui augmentent et le risque de pénuries qui s'aggrave dans des secteurs sensibles comme l'énergie, la santé et les intrants industriels (El Colombiano, 2026).



Source: Poder Informativo, 2026

Bien que l'Équateur ait enregistré un excédent commercial de 62,9 millions de dollars au milieu de la crise, ce chiffre ne doit pas être interprété comme un signe de réussite régionale. Au contraire, il reflète une distorsion temporaire de la balance commerciale qui coexiste avec une détérioration plus large du tissu économique et entrepreneurial, ainsi qu'avec une rupture de l'esprit d'intégration qui caractérisait historiquement la relation bilatérale (Semana, 2026). En ce sens, la guerre commerciale n'oppose pas seulement deux gouvernements ; elle met aussi en lumière la portée limitée — ou le silence — des mécanismes régionaux et diplomatiques censés promouvoir des solutions coopératives face à une crise qui produit déjà des effets tangibles sur la frontière et sur l'intégration économique.



Équipe d'analyse

UNIDAD DE ANÁLISIS POLÍTICO Y SEGURIDAD CORPORATIVA



Andrea Mojica
Consultante Sénior



Camilo Jácome
Consultant Junior

La hausse des taux d'intérêt et ses effets sur le paysage électoral et la croissance en 2026

La décision du ministre des Finances, Germán Ávila, de quitter la réunion du Conseil d'administration de la Banque de la République à la suite de la hausse du taux directeur à 11,25 % constitue un événement institutionnel de grande portée, qui dépasse le cadre technique et s'inscrit dans le contexte électoral de 2026.

Bien que le ministre préside formellement le Conseil, son retrait de la discussion a envoyé un signal politique clair : le désaccord de l'Exécutif avec une politique monétaire qui privilégie la lutte contre l'inflation au détriment du soutien à la croissance. Cet épisode a exposé publiquement une tension structurelle entre le gouvernement et l'autorité monétaire, avec des implications directes pour le récit économique de la campagne présidentielle (El Colombiano, 2026).

Du point de vue de la Banque de la République, la hausse de 100 points de base répond à un cadre technique bien défini : une inflation persistante au-dessus de la cible, des anticipations désancrées et des pressions salariales — telles que la hausse du salaire minimum — qui menacent la stabilité des prix. Le gouverneur de la Banque a souligné que, à l'exception du ministre, tous les membres du Conseil agissent de manière indépendante et conformément au mandat constitutionnel de préserver le pouvoir d'achat de la monnaie, même si cela implique un ralentissement économique à court terme. Cette position réaffirme l'autonomie de la Banque et son rôle d'ancrage de la crédibilité macroéconomique, en particulier dans un contexte préélectoral où les pressions politiques en faveur d'un assouplissement de la politique monétaire tendent à s'intensifier (Portafolio, 2026a).

LOCAL

Néanmoins, l'un des axes centraux du débat tourne autour de l'affirmation selon laquelle des taux d'intérêt élevés nuisent principalement au secteur financier, un argument qui exige une distinction essentielle.

Il est vrai que lorsque la Banque de la République relève ses taux, les banques font face à une hausse immédiate de leurs coûts de financement : les opérations de pension avec la Banque centrale, le marché interbancaire et les nouveaux dépôts deviennent plus coûteux, ce qui crée une pression de court terme sur les bilans. Toutefois, cet impact initial ne se traduit pas par un préjudice structurel. En pratique, le système financier a la capacité de répercuter — et généralement d'amplifier — ces coûts plus élevés à travers des ajustements des taux de crédit, le refinancement des prêts à taux variable et l'octroi de nouveaux prêts dans des conditions plus restrictives ([Portafolio, 2026b](#)).

Le résultat net est généralement une augmentation, ou du moins une protection, des marges d'intermédiation, sauf dans des scénarios de forte détérioration du portefeuille de crédit. En revanche, ceux qui ne disposent pas de cette capacité de transfert — ménages endettés, PME et secteurs fortement dépendants du crédit — supportent pleinement l'impact de taux élevés, ce qui explique pourquoi le coût réel du resserrement monétaire pèse en dehors du système financier ([El País, 2026](#)).

En termes de croissance, une politique monétaire restrictive limite l'investissement privé et maintient l'économie sur une trajectoire d'expansion modérée, davantage tirée par la consommation courante que par l'accumulation de capital productif.

Sur le plan politique, cette dynamique alimente un conflit distributif clair : tandis que la Banque centrale défend une décision technique orientée vers la stabilité des prix, le gouvernement cherche à capitaliser électoralement sur le mécontentement des secteurs qui ressentent le plus immédiatement le coût du crédit. Cela est visible à la suite de l'annonce du gouvernement de présenter une nouvelle réforme fiscale et d'y inclure une subvention aux engrais. Ainsi, le taux d'intérêt devient un symbole du débat économique de 2026, dans la mesure où il ne reflète pas seulement une discussion sur l'inflation et la croissance, mais articule aussi des récits sur l'équité, le pouvoir financier et le rôle de l'État dans l'économie.

Plus qu'un simple instrument technique, le taux devient un point focal de la confrontation politique qui influencera à la fois la perception publique et l'issue électorale. Tout cela doit être analysé dans un environnement mondial marqué par des pressions inflationnistes issues de conflits géopolitiques persistants, lesquels conditionnent la politique monétaire du pays à travers des facteurs internes comme externes ([La República, 2026](#)).



RÉFÉRENCES

IDIAT. (2025, 26 de agosto). Rusia sufre desplome en exportaciones de granos y arrastra a Ucrania en crisis global. <https://idiat.org/publicacion/articulo/rusia-sufre-desplome-en-exportaciones-de-granos-y-arrastra-a-ucrania-en-tesis-global>

La República. (2025, 28 de marzo). EE.UU. y Rusia buscan reactivar la Iniciativa de Grano del Mar Negro en medio del conflicto en Ucrania. <https://larepublica.es/2025/03/28/ee-uu-y-rusia-buscan-reactivar-la-iniciativa-de-grano-del-mar-negro-en-medio-del-conflicto-en-ucrania/>

Prensa Latina. (2025, 14 de junio). Crece cuota de Rusia en el mercado mundial de fertilizantes. <https://www.prensa-latina.cu/2025/06/14/crece-cuota-de-rusia-en-el-mercado-mundial-de-fertilizantes/>

Jarsking. (2026, 10 de marzo). Crisis del Mar Rojo 2026: Cómo la guerra con Irán está asfixiando el comercio mundial. <https://www.jarsking.com/es/red-sea-crisis-2026-how-the-iran-war-is-choking-global-trade/>

The New York Times. (2026, 31 de marzo). La economía mundial resiente los efectos de la guerra en Irán. <https://www.nytimes.com/es/2026/03/31/espanol/negocios/crisis-economica-iran-guerra-petroleo.html>

Food and Agriculture Organization of the United Nations. (2026, 3 de abril). FAO Food Price Index rises in March as Near East conflict raises energy costs. <https://www.fao.org/newsroom/detail/fao-food-price-index-rises-in-march-as-near-east-conflict-raises-energy-costs/en>

Iran International. (2026, 8 de abril). Iran says Hormuz closed as fragile truce holds ahead of US talks. <https://www.iranintl.com/en/liveblog/202604067622>

The Jerusalem Post. (2026, 3 de abril). World food prices set to continue soaring if Iran war persists, says UN report. <https://www.jpost.com/middle-east/iran-news/article-892005>

Ecuavisa. (2026, 27 de febrero). 37 días de la guerra comercial entre Ecuador y Colombia resumidos en nueve hechos. <https://www.ecuavisa.com/politica/cronologia-guerra-aranceles-ecuador-colombia-tasa-seguridad--20260227-0037.html>

El Colombiano. (2026, 25 de marzo). Guerra comercial entre Colombia y Ecuador ya ha dejado pérdidas por más de US\$340 millones. <https://www.elcolombiano.com/negocios/aranceles-colombia-ecuador-crisis-perdidas-millones-dolares-2026-EO34908963>

El Comercio. (2026, 24 de marzo). Crisis arancelaria entre Ecuador y Colombia deja pérdidas millonarias. <https://www.elcomercio.com/lideres/crisis-arancelaria-entre-ecuador-y-colombia-deja-perdidas-millonarias/>

Semana. (2026, 4 de abril). En medio de tensión arancelaria, Ecuador registró un superávit de USD 62 millones, tras dos meses de guerra comercial con Colombia. <https://www.semana.com/mundo/articulo/en-medio-de-la-tension-arancelaria-ecuador-registro-un-superavit-comercial-de-62-billones-tras-dos-meses-de-guerra-comercial/202615/>

El Colombiano. (2026, 31 de marzo). Banco de la República sube la tasa de interés a 11,25%, defiende la decisión y niega que se favorezca al sector financiero. <https://www.elcolombiano.com/negocios/aumento-tasa-de-interes-11-25-porciento-banco-de-la-republica-MG35117694>

MSN. (2026, 5 de abril). El Banco de la República quedaría a merced del entorno y de factores internos. <https://www.msn.com/es-co/noticias/other/el-banco-de-la-rep%C3%BAblica-que-%C3%ADa-a-merced-del-entorno-y-de-factores-internos/ar-AA20dv1R>

MSN. (2026, 5 de abril). Análisis: las razones tras bambalinas del choque por la subida de las tasas de interés para abril en Colombia. <https://www.msn.com/es-co/noticias/other/an%C3%A1lisis-las-razones-tras-bambalinas-del-choque-por-la-subida-de-las-tasas-de-inter%C3%A9s-para-abril-en-colombia/ar-AA20cq4h>

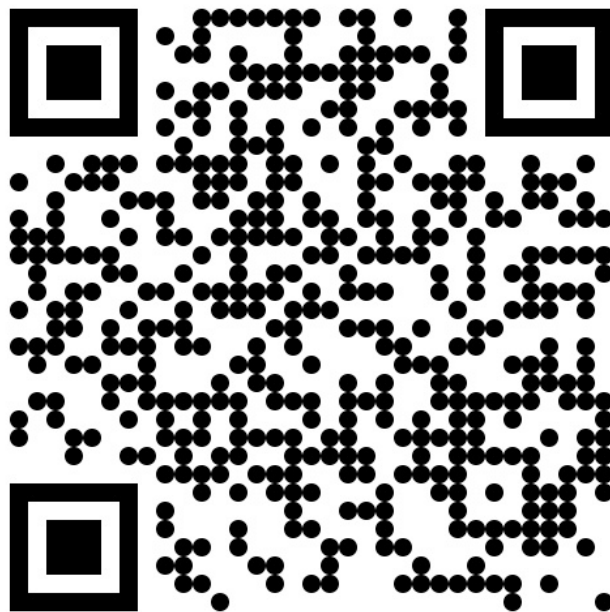
El País. (2026, 8 de abril). Minutas del BanRepública destapan los detalles detrás de la tensionante salida del Ministro de Hacienda. <https://www.elpais.com.co/economia/minutas-del-banrepublica-destapan-los-detalles-detras-de-la-tensionante-salida-del-ministro-de-hacienda-0847.html>

La República. (2026, 7 de abril). Inflación y expectativas, entre las razones del alza de 100 puntos a la tasa de interés por parte del Emisor. <https://www.larepublica.co/economia/inflacion-y-expectativas-entre-las-razones-del-alza-de-100-puntos-a-la-tasa-de-interes-por-parte-del-emisor-4365940>

Note. Le travail d'investigation et d'analyse présenté dans ce rapport est exclusif à 3+ Security Colombia. Par conséquent, il est recommandé de ne pas divulguer le présent document. 3+ Security Colombia Ltda. se réserve le droit quant aux interprétations pouvant découler de la lecture, de l'examen et de la consultation des informations présentées.



**SECURITY
COLOMBIA**



**SCANEZ ET ACCÉDEZ AUX
ÉDITORIAUX COMPLETS.**

Si vous souhaitez en savoir plus sur nos éditoriaux,
analyses géopolitiques et rapports de risque, scannez
le code QR.

La sécurité dont le monde a besoin